

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2008 — 830

[C — 2008/29117]

**13 DECEMBRE 2007. — Décret portant diverses mesures en matière d'enseignement (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Du statut pécuniaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 16, § 4, alinéa premier, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique modifié en dernier lieu par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 2005, les termes « et d'agents dans le cadre d'une convention de premier emploi (ROSETTA) » sont remplacés par les termes : « , d'agents dans le cadre d'une convention de premier emploi (ROSETTA) et d'agents dans le cadre d'un contrat de travail. ».

**Art. 2.** Dans l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les termes « sept ans » sont remplacés par les termes « huit ans ».

CHAPITRE II. — *Du régime des congés et des disponibilités*

*Section I<sup>re</sup>. — Des congés et disponibilités pour maladie ou infirmité*

**Art. 3.** Dans l'article 9 du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement, il est inséré des alinéas 3 et 4, rédigés comme suit :

« Dans l'enseignement de promotion sociale et dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les absences visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> d'un membre du personnel qui ont lieu pendant une période où il accomplit ses prestations dans un établissement ouvert 6 jours par semaine sont imputées moyennant un coefficient réducteur de 5/6<sup>e</sup>.

Dans les cas visés à l'alinéa précédent, lorsque le membre du personnel a bénéficié de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité en application de l'article 8, le nombre maximum de jours fixé par cet article peut être reconstitué au cours de la carrière, à raison du solde du nombre de jours de congés pour cause de maladie ou d'infirmité visé à l'article 7, arrondi à l'unité inférieure, que l'intéressé n'a pas épuisés à la fin de chaque période scolaire. »

**Art. 4.** Dans le deuxième alinéa de l'article 15 du Décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement, tel que complété par le décret du 17 décembre 2003, les termes « dans l'année qui suit » sont remplacés par les termes « dans les trois années qui suivent ».

**Art. 5.** Dans l'article 21 du même décret, il est inséré des alinéas 3 et 4 rédigés comme suit :

« Dans l'enseignement de promotion sociale et dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les absences visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, d'un membre du personnel qui ont lieu pendant une période où il accomplit ses prestations dans un établissement ouvert 6 jours par semaine, sont imputées moyennant un coefficient réducteur de 5/6<sup>e</sup>.

Dans les cas visés à l'alinéa précédent, lorsque le membre du personnel a bénéficié de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité en application de l'article 20, le nombre maximum de jours fixé par cet article peut être reconstitué au cours de la carrière, à raison du solde du nombre de jours de congés pour cause de maladie ou d'infirmité visé à l'article 19, arrondi à l'unité inférieure, que l'intéressé n'a pas épuisés à la fin de chaque période scolaire. »

*Section II. — Des congés des membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 6.** Dans l'article 23, alinéa 2 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, les termes « la moitié » sont remplacés par les termes « au moins la moitié ».

**Art. 7.** Dans l'article 32, alinéa 2 du même arrêté, les termes « la moitié » sont remplacés par les termes « au moins la moitié ».

**Art. 8.** Dans l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, il est créé le chapitre suivant :

« CHAPITRE XVI<sup>bis</sup>. — Congés pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux

Article 61<sup>bis</sup>. § 1<sup>er</sup>. Un congé peut être accordé par le Gouvernement aux membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> pour exercer provisoirement dans l'enseignement, autre que l'enseignement universitaire, ou dans les centres psycho-médico-sociaux :

1° Une fonction de promotion, lorsque le membre du personnel est nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement donnant accès à cette fonction de promotion;

2° Une fonction donnant droit à une échelle de traitement égale ou supérieure à celle dont ils bénéficient;

3° Une fonction donnant droit à une échelle de traitement inférieure à celle dont ils bénéficient.

Le congé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, du présent paragraphe est rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service.

Le congé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du présent paragraphe n'est pas rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service.

Le congé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, du présent paragraphe peut être accordé pour toutes les prestations que le membre du personnel exerce à titre définitif ou pour partie de celles-ci.

§ 2. Un congé peut être accordé par le Gouvernement aux membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> pour exercer provisoirement dans l'enseignement universitaire une des fonctions reprises dans l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat pour autant que cette fonction soit rémunérée à charge de l'allocation de fonctionnement de l'université.

Ce congé n'est pas rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service. Il peut être accordé pour toutes les prestations que le membre du personnel exerce à titre définitif ou pour partie de celles-ci.

§ 3. Les dispositions du § 1<sup>er</sup> du présent article donneront lieu, le cas échéant, à l'application de l'article 35 du décret-programme du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel. »

**Art. 9.** Dans l'article 62 du même arrêté royal, tel qu'inséré par le décret du 8 mai 2003, les termes « du chapitre XII et du chapitre XIV » sont remplacés par « du chapitre XII, du chapitre XIV et du chapitre XVIbis. »

**Art. 10.** Dans l'article 2, 3° de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1991, relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordé aux membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les termes « la moitié » sont remplacés par les termes « au moins la moitié ».

### CHAPITRE III. — Des procédures disciplinaires

**Art. 11.** Dans l'article 74, § 1<sup>er</sup>, du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, tel que modifié par les décrets des 8 février 1999, 19 décembre 2002, 4 mai 2005, l'alinéa 5 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Préalablement, le membre du personnel est invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage d'infliger une peine disciplinaire au membre du personnel doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par la réception d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de son audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement libre subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté. Le pouvoir organisateur notifie ensuite au membre du personnel une proposition de peine disciplinaire. »

**Art. 12.** Dans l'article 65 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié par le décret du 08 février 1999 et complété par le décret du 4 mai 2005, il est créé le § 2bis suivant :

« § 2bis. Préalablement à la notification de la décision d'infliger une peine disciplinaire, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage d'infliger une peine disciplinaire au membre du personnel doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. »

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté »

**Art. 13.** Dans le même décret l'article 70 est abrogé.

**Art. 14.** Dans l'article 82 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, tel que complété par le décret du 4 mai 2005, le paragraphe 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. Préalablement, le membre du personnel technique doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage d'infliger une sanction disciplinaire au membre du personnel doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres libres subventionnés, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté. Le pouvoir organisateur notifie ensuite au membre du personnel technique une proposition de sanction disciplinaire. »

**Art. 15.** Dans le même décret l'article 87 est abrogé.

**Art. 16.** Dans l'article 70 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, tel que complété par le décret du 4 mai 2005, il est créé le paragraphe suivant :

« § 2bis. Préalablement à la notification de toute décision de sanction disciplinaire, le membre du personnel technique doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage d'infliger une sanction disciplinaire au membre du personnel doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres officiels subventionnés, en activité de service ou pensionnés, ou par

un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel technique dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté. »

**Art. 17.** Dans le même décret l'article 75 est abrogé.

**Art. 18.** Dans l'article 38 du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, il est créé le paragraphe suivant :

« *2bis.* Préalablement à la notification de toute sanction disciplinaire, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage d'infliger une sanction disciplinaire au membre du personnel doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. »

**Art. 19.** Dans le même décret l'article 43 est abrogé.

#### CHAPITRE IV. — *Des emplois créés par la discrimination positive*

**Art. 20.** Dans le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives, tel que remplacé par le décret du 27 mars 2002 et modifié par le décret du 16 décembre 2005, tel que remplacé par le décret du 27 mars 2002, il est apporté les modifications suivantes :

a) Dans l'article 8, § 3, alinéa 6, il est inséré un 5° rédigé comme suit :

« 5° Les emplois ainsi créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif. »

b) Dans l'article 11, § 2, il est créé un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Les emplois créés en application du présent paragraphe peuvent donner lieu à nomination ou engagement définitif. »

#### CHAPITRE V. — *De la valorisation de l'ancienneté au sein des centres psycho-médico-sociaux*

##### *Section 1<sup>re</sup>.* — Modifications au décret du 31 janvier 2002 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés

**Art. 21.** A l'article premier, alinéa premier du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, tel que modifié par le décret du 14 novembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au point 1°, les termes « à l'article 23, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et » sont supprimés;

2° Il est ajouté un point « 3° aux membres du personnel non statutaire tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 8° pour ce qui concerne les dispositions des articles 20, 23, 29*bis* et 36 ».

**Art. 22.** Dans l'alinéa 2 du même article, il est ajouté un point 8° rédigé comme suit :

« 8° on entend par « membres du personnel non statutaire » les personnes visées par les conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, ainsi que les personnes qui occupent une fonction à charge du pouvoir organisateur, à condition que ces personnes occupent une fonction identique à une fonction qui peut être admise au subventionnement. »

**Art. 23.** Dans l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du même décret, entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, qui devient alinéa 3, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les services rendus auprès du pouvoir organisateur par les membres du personnel non statutaire sont assimilés aux services visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> aux mêmes conditions, mais selon un coefficient réducteur précisé à l'article 36, § 3, en ce qui concerne les 1200 premiers jours. »

**Art. 24.** Dans le chapitre III du même décret, il est inséré une Section 2*bis* « De l'attribution des emplois subsidiés par la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale », rédigée comme suit :

« Section 2*bis.* — De l'attribution des emplois subsidiés par la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale

Article 29*bis.* § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un pouvoir organisateur bénéficie de l'octroi d'un poste subsidié par la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale, il l'offre conformément aux règles de priorité énoncées à l'article 23, § 1<sup>er</sup>.

Après épuisement de la liste des candidats prioritaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur fait appel au membre du personnel qui a été engagé dans un emploi de même nature et de la même fonction pour laquelle il est porteur du titre requis et qui compte plus de 600 jours d'ancienneté sur 3 exercices au moins ».

Lorsque plusieurs membres du personnel répondent aux conditions visées à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur offre l'emploi au membre du personnel qui compte la plus grande ancienneté dans la fonction.

§ 2. Les candidats visés au § 1<sup>er</sup> qui souhaitent faire usage de leur droit de priorité, doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature par lettre recommandée, avant le 31 mai, auprès du pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité. Cette lettre mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature.

§ 3. L'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'exercice suivant. Le candidat qui n'accepte pas l'emploi qui lui est offert conformément aux règles de priorité perd sa priorité pour un emploi de la même fonction pendant l'exercice en cours. ».

**Art. 25.** A l'article 36 du même décret, il est créé un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les services rendus par un membre du personnel non statutaire sont assimilés aux services visés au présent article, à condition que ce membre du personnel soit porteur du titre requis.

En ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3.

Le nombre de jours acquis en qualité de membre du personnel non statutaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue. Les congés s'appliquant aux membres du personnel non statutaire qui trouvent leur équivalent dans les congés énumérés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 et § 2, alinéa 2, sont englobés dans cette période d'activité.

Les services accomplis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services accomplis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes, est réduit de moitié ».

*Section II.* — Modifications au décret de la Communauté française du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés

**Art. 26.** A l'article premier, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, tel que modifié par le décret du 14 novembre 2002, il est créé un 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> aux membres du personnel non statutaire tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 10<sup>o</sup>, en ce qui concerne les dispositions des articles 27, 29, 30, 31 et 33 ».

**Art. 27.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du même décret est complété par un 10<sup>o</sup> rédigé de la manière suivante :

« 10<sup>o</sup> on entend par « membres du personnel non statutaire », les personnes visées par les conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, ainsi que les personnes qui occupent une fonction à charge du pouvoir organisateur, à condition que ces personnes occupent une fonction identique à une fonction qui peut-être admise au subventionnement. ».

**Art. 28.** Dans l'article 30, § 1<sup>er</sup>, du même décret, entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, qui devient alinéa 3, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les services rendus auprès du pouvoir organisateur par les membres du personnel non statutaire sont assimilés aux services visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> aux mêmes conditions, mais selon un coefficient réducteur précisé à l'article 48, § 3, en ce qui concerne les 1200 premiers jours. »

**Art. 29.** Dans le chapitre III du même décret, il est inséré une Section 2*bis* « De l'attribution des emplois subsidiés par la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale » rédigée comme suit :

« Section 2*bis*. — De l'attribution des emplois subsidiés par la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale

Article 38*bis*. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un pouvoir organisateur bénéficie de l'octroi d'un poste subsidié par la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale, il l'offre conformément aux règles de priorité énoncées à l'article 30, § 1<sup>er</sup>.

A défaut, le pouvoir organisateur offre l'emploi au membre du personnel qui a déjà été engagé dans un emploi de même nature et de la même fonction pour laquelle il est porteur d'un titre qui donne droit, sans limitation de temps, à l'octroi d'une subvention-traitement pour l'exercice de cette fonction et qui compte plus de 600 jours d'ancienneté sur 3 exercices au moins.

Lorsque plusieurs membres du personnel répondent aux conditions visées à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur offre l'emploi au membre du personnel qui compte la plus grande ancienneté dans la fonction.

§ 2. Les candidats visés au § 1<sup>er</sup> qui souhaitent faire usage de leur droit de priorité, doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature par lettre recommandée avant le 31 mai de l'exercice auprès du pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité. Cette lettre mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature.

§ 3. L'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'exercice suivant. Le candidat qui n'accepte pas l'emploi qui lui est offert conformément aux règles de priorité perd sa priorité pour un emploi de la même fonction pendant l'exercice en cours. »

**Art. 30.** Dans l'article 48 du même décret, il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les services rendus par un membre du personnel non statutaire sont assimilés aux services visés au présent article, à condition que ce membre du personnel soit porteur du titre requis.

En ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3.

Le nombre de jours acquis en qualité de membre du personnel non statutaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue. Les congés s'appliquant aux membres du personnel non statutaire qui trouvent leur équivalent dans les congés énumérés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 2, alinéa 2 sont englobés dans cette période d'activité.

Les services accomplis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services accomplis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes, est réduit de moitié ».

*Section III.* — Modifications de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux

**Art. 31.** A l'article premier de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Il s'applique également aux membres du personnel non statutaire tels que définis à l'article 1<sup>er</sup> alinéa 2, 5<sup>o</sup> pour ce qui concerne les dispositions des articles 14 à 21 et 25*bis* à 32 ».

**Art. 32.** A l'article premier, alinéa 2 du même arrêté royal il est inséré un 5° rédigé comme suit :

« 5° on entend par « membres du personnel non statutaire », les personnes visées par les conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, à condition que celles-ci occupent une fonction identique à une fonction qui existe sous statut. »

**Art. 33.** A l'article 20, § 4 du même arrêté royal, il est inséré un point 4. rédigé comme suit :

« 4. Les services rendus par les membres du personnel non statutaire tels que définis à l'article premier, alinéa 2, 5°, sont assimilés aux services visés au littera 1, à condition que le membre du personnel non statutaire concerné soit porteur du titre requis. En ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3.

Le nombre de jours acquis en qualité de membre du personnel non statutaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue. Les congés s'appliquant aux membres du personnel non statutaire qui trouvent leur équivalent dans les congés énumérés au point 2., sont englobés dans cette période d'activité.

Les services accomplis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services accomplis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes, est réduit de moitié. »

**Art. 34.** Dans le chapitre III du même arrêté royal, il est inséré une Section 2bis « De l'attribution des emplois subsidiés par la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale » rédigée comme suit :

« Section 2bis. — De l'attribution des emplois subsidiés par la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale

Article 25bis. Lorsqu'un établissement bénéficie de l'octroi d'un poste subsidié par la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale, le Gouvernement l'offre au membre du personnel dans l'ordre établi conformément à l'article 20.

Après épuisement de la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement offre l'emploi au membre du personnel qui a déjà été engagé dans un emploi de même nature dans la même fonction pour laquelle il détient le titre requis et qui compte dans cette fonction plus de 600 jours d'ancienneté.

Si plusieurs membres du personnel répondent aux conditions visées à l'alinéa précédent, le ministre offre l'emploi au membre du personnel qui compte la plus grande ancienneté dans la fonction. »

**Art. 35.** A l'article 115 du même arrêté royal, il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Entrent également en ligne de compte pour le calcul des anciennetés de service et de fonction, les services rendus par le membre du personnel non statutaire tel que défini par l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 5°. Ces services sont calculés conformément aux dispositions de l'article 20, § 4, 4° »

#### CHAPITRE VI. — *De la Promotion sociale*

**Art. 36.** Dans l'article 111bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'ajouté par le décret du 24 juillet 1997, le terme « 70 » est remplacé par le terme « 75 ».

#### CHAPITRE VII. — *De l'allocation de foyer et l'allocation de résidence*

**Art. 37.** Dans l'article 14 du décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux-Section II, les termes « 15.940,43 » sont remplacés par les termes « 16.099,83 », et les termes « 18.147,79 » sont remplacés par les termes « 18.329,27 ».

#### CHAPITRE VIII. — *Des surveillances de midi*

**Art. 38.** Dans l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 juillet 1991, relatif aux surveillances de midi dans l'enseignement maternel, primaire ordinaire et spécialisé, il est inséré un second alinéa rédigé comme suit :

« Cette somme sera indexée annuellement au 1<sup>er</sup> janvier sur base de l'indice des prix à la consommation avec pour indice de référence celui du mois de janvier 2006. »

#### CHAPITRE IX. — *De l'Inspection*

**Art. 39.** Dans l'article 45 du décret du 08 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques, il est ajouté un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Peut également être nommé à une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 28, 1°, 12, 15. et 16. le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif à une fonction de directeur dans l'enseignement de promotion sociale qui n'est pas issu d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, pour autant qu'il ait acquis au moins 6 ans d'ancienneté dans l'une ou plusieurs des fonctions reprises aux points 12., 15. et 16 du tableau repris à l'annexe au présent décret, indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer. »

**Art. 40.** Dans l'article 149, alinéa 2, du même décret, les termes « de l'article 6 » sont remplacés par les termes « de l'article 5 ».

**Art. 41.** Dans l'article 150 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° est complété par les termes « , parmi lequel 75 postes, répartis proportionnellement entre les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, sont consacrés à l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé »;

2° Dans le littera 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « à concurrence de 75 postes, répartis proportionnellement entre les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs par le Gouvernement » sont remplacés par les termes « à concurrence du nombre maximum de postes fixé par le Gouvernement »;

3° L'alinéa 3 est supprimé.

**Art. 42.** Dans l'article 154, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du même décret, les termes « et 2° » sont supprimés.

**Art. 43.** Dans l'article 154, § 3, 1° du même décret, les termes « et réussi » sont supprimés et les termes « Celle-ci » sont remplacés par les termes « Celui-ci ».

**Art. 44.** L'article 171 du même décret est complété par un § 5 libellé comme suit :

« § 5. Les membres du personnel qui exercent une mission de conseil et de soutien pédagogiques dans le cadre d'un congé pour mission accordé en vertu des dispositions des articles 5 ou 6 du décret du 24 juin 1996 précité et expirant au-delà du 1<sup>er</sup> septembre 2007 poursuivent leur charge de mission jusqu'au terme de celle-ci.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont réputés être désignés en qualité de conseiller pédagogique conformément au présent décret. ».

**Art. 45.** Dans l'article 196 du même décret, le point 2° est remplacé par le point 2° suivant :

« 2° dans l'article 4, § 2, alinéa 2, tel que modifié par le décret du 20 décembre 2001, les termes « 1° deux inspecteurs des cours de sciences, dont un affecté à l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les termes « 1° deux Conseillers pédagogiques du Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française ».

**Art. 46.** Dans l'article 208 du même décret, le point 2° est remplacé par le point 2° suivant :

« 2° à l'article 26, les points 7° et 8° sont remplacés par les points suivants :

7° d'assurer la formation en cours de carrière des membres du personnel du Service général de l'Inspection, à l'exclusion des membres du personnel exerçant une fonction de promotion d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur;

8° d'assurer les formations donnant accès à la désignation en qualité de conseiller pédagogique ou de conseiller pédagogique coordonnateur visées à l'article 153, alinéa 2, 1° et alinéa 3, 1° et à l'article 154, § 3, 1°, et de délivrer les attestations de fréquentation relatives à ces formations; ».

**Art. 47.** Dans la seconde colonne afférente aux rubriques « 12. Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale » et « 15. Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale » du tableau repris à l'annexe au même décret, les termes « exercées dans l'enseignement de promotion sociale » sont remplacés par les termes « exercées dans l'enseignement secondaire du degré supérieur ou dans l'enseignement supérieur de promotion sociale ».

#### CHAPITRE X. — *Des Puériculteurs*

**Art. 48.** Dans l'article 28, § 2, alinéa 3, du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, les termes « Cette ancienneté doit avoir été acquise au cours des 5 dernières années. » sont supprimés.

**Art. 49.** Dans le dernier alinéa du § 2 du même article, les termes « des alinéas 3 à 5 » sont supprimés.

**Art. 50.** Dans le paragraphe 3, dernier alinéa du même article, les termes « du point b) » sont supprimés.

**Art. 51.** L'alinéa premier du paragraphe 7 du même article, est remplacé par un alinéa premier rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, le Pouvoir Organisateur communique, pour le 1<sup>er</sup> mai au plus tard à la commission, toutes les anciennetés de leurs puériculteurs, en ce compris celles des puériculteurs qui n'ont pas atteint l'ancienneté requise pour figurer au classement des prioritaires au niveau du Pouvoir Organisateur. »

**Art. 52.** Dans le paragraphe 8 du même article, il est créé un nouvel alinéa premier, rédigé comme suit :

« § 8. Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, le puériculteur qui souhaite faire valoir sa priorité en vertu de l'ancienneté visée à l'article 28, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, pour ce qui concerne l'enseignement officiel subventionné et 28, § 3, a), pour ce qui concerne l'enseignement libre subventionné, doit poser sa candidature par lettre recommandée auprès de son Pouvoir Organisateur pour le 15 avril au plus tard. »

**Art. 53.** Dans l'alinéa premier du même paragraphe, qui devient l'alinéa deux, les termes « auprès de son Pouvoir Organisateur et » sont supprimés.

#### CHAPITRE XI. — *De l'évaluation externe*

**Art. 54.** Dans l'alinéa 1 de l'article 13 du décret du 2 juin 2006 relatif aux évaluations externes des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'Etudes de base au terme de l'enseignement primaire, après les termes « établissement scolaire. », il est inséré les termes « Celui-ci est tenu à la confidentialité quant au contenu des épreuves jusqu'au moment de la passation. »

**Art. 55.** A l'article 20, alinéa 2 du même décret, les termes « 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire en cours » sont remplacés par « 31 décembre de l'année de l'épreuve ».

**Art. 56.** A l'article 26, § 6, du même décret, les termes « groupe de travail » sont remplacés par le terme « jury ».

**Art. 57.** A l'article 28, § 3, du même décret, les termes « à l'article 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les termes « au § 1<sup>er</sup> ».

**Art. 58.** A l'article 29, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les termes « inscrit en sixième année primaire » sont supprimés.

**Art. 59.** A l'article 31, § 3, alinéa 2, du même décret, les termes « article 29 » sont remplacés par les termes « article 30 ».

**Art. 60.** L'article 32, § 1<sup>er</sup>, du même décret est complété par la disposition suivante : « Copie du recours est adressée par le requérant, le même jour, également par lettre recommandée, au chef d'établissement concerné. »

**Art. 61.** Dans l'article 32, § 2, 2<sup>e</sup> alinéa, du même décret, les termes « et au directeur de l'établissement scolaire fréquenté par l'élève » sont supprimés.

**Art. 62.** A l'article 37, § 5, alinéa 5, du même décret, les termes « alinéa 2 » sont remplacés par « alinéa 4 ».

CHAPITRE XII. — *De la fin de la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite et de la continuité pédagogique*

**Art. 63.** Dans le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 165 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les termes « à la pension. » sont remplacés par les termes « à la pension, sauf poursuite disciplinaire ou application de l'article 10<sup>ter</sup>, § 7, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984, relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux. »

**Art. 64.** Dans l'article 10<sup>ter</sup> de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984, relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, il est inséré un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. Par dérogation aux § 1 alinéa 3, § 2 alinéa 4 et § 3, alinéa 3, la mise en disponibilité peut, à la demande du membre du personnel, être prolongée par le Gouvernement jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle le membre du personnel est admissible à la pension. »

CHAPITRE XIII. — *Du statut des Directeurs*

**Art. 65.** Dans l'article 37 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, le § 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Il est créé une Commission d'évaluation des directeurs, ci-après dénommée « la Commission ».

La Commission est composée comme suit :

1° 4 fonctionnaires généraux ou leurs délégués;

2° Un Inspecteur général ou son délégué;

3° 3 représentants des chargés de missions chargés de la coordination de zone ou de présidents de zones, selon le niveau d'enseignement concerné, soit :

a) 3 chargés de missions chargés de la coordination de zone dont celui de la zone concernée, désignés par le Gouvernement, lorsque la Commission exerce ses missions à propos d'un membre du personnel de l'enseignement fondamental ou de l'enseignement secondaire;

b) 3 présidents de zones de l'enseignement de promotion sociale dont celui de la zone concernée, désignés par le Gouvernement lorsque la Commission exerce ses missions à propos d'un membre du personnel de l'enseignement de promotion sociale.

Lorsque la Commission exerce ses missions à propos d'un chargé de mission chargé de la coordination de zone ou d'un président de zone désigné en vertu du point 3° de l'alinéa 2, le Gouvernement désigne, à la place de ce dernier, un autre chargé de mission chargé de la coordination de zone ou un autre président de zone comme membre de la Commission.

Les délégués des fonctionnaires généraux visés au point 1° de l'alinéa 2 sont des agents de rang 12 au moins. Le délégué de l'Inspecteur général visé au point 2° est un inspecteur qui a exercé une fonction de directeur, sauf en cas d'empêchement.

**Art. 66.** Dans l'article 60, § 4, du décret du 2 février 2007 précité, les termes « à l'article 37 du décret du 6 juin 1994 » sont remplacés par les termes « à l'article 45 du décret du 6 juin 1994 ».

**Art. 67.** Dans l'article 83, § 3, du décret du 2 février 2007 précité, les termes « à un membre de son personnel engagé à titre définitif » sont remplacés par les termes « à un membre du personnel engagé à titre définitif ».

**Art. 68.** A l'article 135 § 1<sup>er</sup> du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les termes « , dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit » sont insérés entre les termes « dans l'enseignement de plein exercice » et les termes « et/ ou dans l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 69.** A l'article 136, § 1<sup>er</sup>, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les termes « , dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit » sont insérés entre les termes « dans l'enseignement de plein exercice » et les termes « et/ ou dans l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 70.** Dans l'article 140, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> et alinéa 2 du décret du 2 février 2007 précité, les termes « à dater de leur désignation ou engagement à titre temporaire » sont remplacés par les termes « à dater de l'entrée en vigueur du présent décret »

**Art. 71.** Dans le tableau I visé à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, la rubrique « Sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur » est remplacée comme suit (voir Tableau 1. : Sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur -Statut)

Sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur

a) Fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire du degré inférieur

a) Un des titres suivants :

- AESI;

- AESS;

Titre du niveau supérieur du 1<sup>er</sup> degré au moins, complété par un titre pédagogique;

Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2.

b) Fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré inférieur

b) Un des titres suivants :

- AESI;
- AESS;
- Titre du niveau supérieur du 1<sup>er</sup> degré au moins, complété par un titre pédagogique;
- Diplôme d'instituteur pédagogique pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2.

**Art. 72.** Dans le tableau II visé à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans la 3<sup>e</sup> colonne afférente à la rubrique « Directeur d'école fondamentale », au point a), les termes « ou AESI » sont ajoutés après les termes « instituteur primaire »;

2° Dans la 2<sup>e</sup> colonne afférente à la rubrique « Chef de travaux d'atelier », les termes « 3) Chef d'atelier. » sont ajoutés après les termes « 2) Accompagnateur au secondaire inférieur dans un centre d'éducation et de formation en alternance. Accompagnateur au secondaire supérieur dans un centre d'éducation et de formation en alternance. »;

**Art. 73.** Le second article 50 de l'Arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'inséré par le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, devient l'article 50*bis* de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

**Art. 74.** L'article 42, § 2, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié par le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, est complété par les termes suivants : « Par ailleurs, les autorités visées à l'article 27*bis* du décret du 6 juin 1994 précité sont habilitées à effectuer ces désignations d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines. »

**Art. 75.** Dans l'article 50, § 2, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié par le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les termes « Le pouvoir organisateur, après consultation de la commission paritaire locale, fixe la procédure de désignation. », sont remplacés par les termes suivants : « Par ailleurs, les autorités visées à l'article 27*bis* du décret du 6 juin 1994 précité sont habilitées à effectuer ces désignations d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines. »

**Art. 76.** L'article 50*bis*, § 2, 2° du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, tel que modifié par le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, est complété comme suit : « sur proposition de la commission paritaire centrale. »

**Art. 77.** A l'article 61*quater* du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, tel qu'inséré par le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les termes « sélection » sont remplacés par les termes « promotion ».

#### CHAPITRE XIV. — Dispositions diverses

**Art. 78.** A l'article 10, § 2, alinéa 1 du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école, entre les termes « Communauté française, » et « du chef d'un établissement scolaire » sont insérés les termes « du Gouvernement ou »

**Art. 79.** Dans l'alinéa 2 du même paragraphe, entre les termes « à la demande » et les termes « du chef d'établissement » sont insérés les termes « du Gouvernement ou »

**Art. 80.** Dans le décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire, il est créé un article 5*bis* rédigé comme suit :

« Article 5*bis*. Les membres du Jury sont placés sous l'autorité administrative des Services du Gouvernement. ».

**Art. 81.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats de l'enseignement secondaire, il est inséré un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Les membres de la Commission sont placés sous l'autorité administrative des Services du Gouvernement ».

**Art. 82.** Dans l'article 2 du décret du 3 février 2006, relatif à l'organisation des examens linguistiques, l'alinéa premier est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les examens institués par le présent décret sont organisés à l'intention :

1° Des porteurs de tout titre permettant d'exercer une fonction en qualité de membre du personnel de direction, enseignant et administratif dans les établissements d'enseignement visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, sauf en ce qui concerne les professeurs de cours artistiques des établissements d'enseignement artistique.

2° Des personnes non visées au 1° mais qui exercent une fonction en qualité de membre du personnel de direction, enseignant et administratif dans les établissements d'enseignement visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, sauf en ce qui concerne les professeurs de cours artistiques des établissements d'enseignement artistique. Dans ce cas, l'examen est organisé en fonction du niveau d'enseignement dans lequel les membres du personnel exercent leurs fonctions. »

**Art. 83.** A l'alinéa 3 de l'article 29*bis*, § 4, du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, modifié par le décret du 12 mai 2004, est apportée la modification suivante :

Entre les termes « du début à la fin de la période d'activité continue. » et les termes « Les congés s'appliquant aux membres du personnel non statutaire », sont insérés les termes « Ce nombre de jours est multiplié par 1,2 au-delà des 1200 premiers jours visés à l'alinéa 2. ».

**Art. 84.** Dans l'article 42, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que remplacé par le décret du 26 avril 2007, le point 2° est complété par les termes « ou son délégué ».

**Art. 85.** Dans l'article 42, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que remplacé par le décret du 26 avril 2007, l'alinéa 5 est complété par les termes « qui, selon les mêmes modalités, désigne un secrétaire adjoint ».

**Art. 86.** L'article 3 du décret du 18 décembre 1984 organisant l'enseignement à distance de la Communauté française, est remplacé par un nouvel article 3 rédigé comme suit :

« Article 3. Chaque formation dispensée par l'Enseignement à distance donne lieu à un droit d'inscription forfaitaire de 25 euros et à une redevance de 12,50 euros pour la fourniture de feuilles de devoirs, d'enveloppes et l'usage de tout matériel audiovisuel et autre.

Sont toutefois exemptés du droit d'inscription et de la redevance :

- Les mineurs, soumis à l'obligation scolaire;
- Les élèves de nationalité belge d'expression française résidant en dehors du territoire national;
- Les chômeurs complets indemnisés, à l'exclusion des chômeurs en formation professionnelle au FOREm, des chômeurs mis au travail et des prépensionnés;
- Les demandeurs d'emploi inoccupés, obligatoirement inscrits en vertu des réglementations relatives à l'emploi et au chômage, aux handicapés ou à l'aide sociale;
- Les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale;
- Les personnes incarcérées et les personnes hospitalisées pour une longue durée;
- Les personnes soumises à une obligation imposée par une autorité publique;
- Les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française qui s'inscrivent à des formations dont le contenu constitue un recyclage lié à leur fonction dans l'enseignement.

Le droit d'inscription et la redevance visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont payables en une seule opération.

Les recettes résultant de la perception des droits d'inscription et de la redevance sont versées à l'article 16.03 du budget des recettes de la Communauté française ».

**Art. 87.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 septembre 1992 fixant les modalités d'inscription aux cours dispensés par l'Enseignement à Distance de la Communauté française est abrogé.

**Art. 88.** Dans l'article 8 du décret du 17 juillet 2002, définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention, il est inséré un paragraphe 3 *bis* rédigé comme suit :

« § 3 *bis*. La Commission du CAPAES peut se réunir en deux chambres séparées, qui sont compétentes soit pour l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, soit pour l'enseignement supérieur de promotion sociale, réunissant chacune la moitié de ses membres, désignés par chacune des délégations.

La Commission se réunit au complet au moins une fois chaque année. »

**Art. 89.** Dans l'alinéa premier du paragraphe 4 du même article, le terme « délibère » est remplacé par les termes « et chacune de ses chambres délibèrent »

**Art. 90.** Dans l'article 6 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 1994 relatif au contrôle de l'inscription scolaire, le terme « octobre » est remplacé par le terme « septembre ».

**Art. 91.** Dans le paragraphe 2 de l'article 11 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale, les alinéas 4 et suivants sont supprimés.

**Art. 92.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, il est inséré un alinéa nouveau libellé comme suit :

« Pour l'application du présent décret, les membres du personnel stagiaires ne peuvent être assimilés aux membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif. »

**Art. 93.** L'article 6 du décret du 12 janvier 2007 relatif au renforcement de l'éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française est complété par la disposition suivante : « § 3. La commission peut faire appel à des membres du Service général d'Inspection pour l'assister dans ses travaux. »

**Art. 94.** L'article 20 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 précité est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne les membres du personnel visés par les conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics pour la Région de Bruxelles-Capitale et les agents PTP, les services qui ne couvriraient pas tout le mois en raison du fait que le 1<sup>er</sup> et/ou le dernier jour du mois n'est pas un jour ouvrable, sont considérés comme admissibles et ne sont pas négligés. »

#### CHAPITRE XV. — Dispositions transitoire et finale

**Art. 95.** Pour l'exercice 2007-2008 et par dérogation à l'article 33 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, tel que modifié par le présent décret, l'autorisation visée à l'article 32 du même arrêté peut être accordée pour une période de huit mois à partir du 1<sup>er</sup> janvier.

**Art. 96.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008, à l'exception des chapitres VII et VIII qui sortent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007, des chapitres IX et XIII et des articles 92 et 94 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> septembre 2007, du chapitre XII qui sort ses effets le 1<sup>er</sup> juin 2007 et de l'article 91 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Enseignement obligatoire,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

—————  
Note

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 483-1. — Rapport, n° 483-2.

*Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séance du 10 décembre 2007. — Adoption. Séance du 11 décembre 2007.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 830

[C – 2008/29117]

13 DECEMBER 2007. — **Decreet houdende verschillende maatregelen inzake onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Geldelijk statuut*

**Artikel 1.** In artikel 16, § 4, 1e lid, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005, worden de woorden « en van de personeelsleden in het kader van een startbaanovereenkomst (ROSETTA) » vervangen door de woorden : « , van personeelsleden in het kader van een startbaanovereenkomst (ROSETTA) en van personeelsleden in het kader van een arbeidsovereenkomst. ».

**Art. 2.** In artikel 17, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « zeven jaar » vervangen door de woorden « acht jaar ».

HOOFDSTUK II. — *Verlof- en terbeschikkingstellingsregeling*

*Afdeling I.* — Verloven en terbeschikkingstelling wegens ziekte en invaliditeit.

**Art. 3.** In artikel 9 van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs worden een 3e en een 4e lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In het onderwijs voor sociale promotie en in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan worden de in het 1e lid bedoelde afwezigheden van een personeelslid die voorkomen wanneer het lid prestaties 6 dagen per week in een instelling uitvoert, afgetrokken volgens een verminderingcoëfficiënt van 5/6e.

In de gevallen bedoeld in het vorige lid, wanneer het personeelslid verlofdagen genoten heeft wegens ziekte of invaliditeit bij toepassing van artikel 8, kan het maximaal aantal dagen dat bij dit artikel vastgesteld wordt, tijdens de loopbaan hersteld worden, tegen het saldo van het aantal verlofdagen wegens ziekte of invaliditeit bedoeld in artikel 7, naar de lagere eenheid afgerond, dat de betrokkene niet gebruikt heeft op het einde van elke schoolperiode. »

**Art. 4.** In het 2e lid van artikel 15 van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs, zoals aangevuld bij het decreet van 17 december 2003, worden de woorden « gedurende het jaar dat volgt op » vervangen door de woorden « gedurende de drie jaren die volgen op ».

**Art. 5.** In artikel 21 van hetzelfde decreet worden een 3e en een 4e lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In het onderwijs voor sociale promotie en in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan worden de in het 1e lid bedoelde afwezigheden van een personeelslid die voorkomen wanneer het lid prestaties 6 dagen per week uitvoert, afgetrokken volgens een verminderingcoëfficiënt van 5/6de.

In de gevallen bedoeld in het vorige lid, wanneer het personeelslid verlofdagen genoten heeft wegens ziekte of invaliditeit bij toepassing van artikel 20, kan het maximaal aantal dagen dat bij dit artikel vastgesteld wordt, tijdens de loopbaan hersteld worden, tegen het saldo van het aantal verlofdagen wegens ziekte of invaliditeit bedoeld in artikel 19, naar de lagere eenheid afgerond, dat de betrokkene niet gebruikt heeft op het einde van elke schoolperiode. »

*Afdeling II. — Verloven van de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 6.** In artikel 23, 2e lid van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten worden de woorden « de helft » vervangen door de woorden « minstens de helft ».

**Art. 7.** In artikel 32, 2e lid van hetzelfde besluit worden de woorden « de helft » vervangen door de woorden « minstens de helft ».

**Art. 8.** In het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten wordt het volgende hoofdstuk opgericht :

« HOOFDSTUK XVI*bis*. — Verloven om voorlopig een ander ambt uit te oefenen in het onderwijs en in de psycho-medisch-sociale centra.

Art. 61*bis*. § 1. Een verlof kan door de Regering toegekend worden aan de personeelsleden bedoeld in artikel 1 om tijdelijk in het onderwijs, ander dan het universitair onderwijs, of in de psycho-medisch-sociale centra de volgende ambten uit te oefenen :

1° Een bevorderingsambt, wanneer het personeelslid vastbenoemd wordt binnen een wervingsambt dat toegang verleent tot dat bevorderingsambt;

2° Een ambt dat recht geeft op een weddeschaal die gelijk is aan of hoger is dan de schaal die zij genieten;

3° Een ambt dat recht geeft op een weddeschaal die lager ligt dan de schaal die zij genieten.

Het verlof bedoeld in het 1e lid, 1° en 2°, van deze paragraaf wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Het in het 1e lid, 3°, van deze paragraaf bedoeld verlof wordt niet bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Het verlof bedoeld in het 1e lid, 2° en 3°, van deze paragraaf kan toegekend worden voor elke prestatie die het personeelslid definitief uitoefent of voor een deel ervan.

§ 2. Een verlof kan door de Regering aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden toegekend worden om tijdelijk in het universitair onderwijs een van de ambten opgenomen in het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten uit te oefenen, voor zover dat ambt bezoldigd wordt door de werkingstoelage van de universiteit.

Dat verlof wordt niet bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het kan toegekend worden voor alle prestaties die het personeelslid definitief uitgevoerd heeft of voor een deel ervan.

§ 3. De bepalingen van § 1 van dit artikel zullen in voorkomend geval de toepassing van artikel 35 van het programmadecreet van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen inzake begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en audiovisuele sector tot gevolg hebben. »

**Art. 9.** In artikel 62 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals ingevoegd bij het decreet van 8 mei 2003, worden de woorden « van hoofdstuk XII en hoofdstuk XIV » vervangen door de woorden « van hoofdstuk XII, hoofdstuk XIV en hoofdstuk XVI *bis*. »

**Art. 10.** In artikel 2, 3° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1991 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen, worden de woorden « de helft » vervangen door de woorden « minstens de helft ».

*HOOFDSTUK III. — Tuchtmaatregelen*

**Art. 11.** In artikel 74, § 1, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, zoals gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999, 19 december 2002, 4 mei 2005, wordt het 5e lid vervangen door het volgende lid :

« Voorafgaand wordt het personeelslid uitgenodigd gehoord te worden. De oproeping voor de hoorzitting alsmede de motieven waarvoor de inrichtende macht een tuchtmaatregel wil uitspreken tegen het personeelslid moeten hem minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting ofwel per aangetekende brief met ontvangstbewijs, ofwel door ontvangst van overhandigde brief met ontvangstbewijs worden meegedeeld. Bij de hoorzitting kan het personeelslid bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de personeelsleden in dienstactiviteit of in ruste gesteld van het gesubsidieerd vrij onderwijs of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure verloopt geldig wanneer het opgeroepen personeelslid niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd is. De inrichtende macht deelt vervolgens een voorstel tot tuchtstraf aan het personeelslid mee. »

**Art. 12.** In artikel 65 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 4 mei 2005, wordt een § 2*bis* opgericht, luidend als volgt :

« § 2*bis*. Voorafgaand aan de kennisgeving van de beslissing om een tuchtstraf uit te spreken, moet het personeelslid uitgenodigd zijn gehoord te worden door de inrichtende macht. De oproeping voor de hoorzitting alsmede de motieven waarvoor de inrichtende macht een tuchtmaatregel wil uitspreken tegen het personeelslid moeten hem minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting ofwel bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, ofwel door overhandiging van een brief met ontvangstbewijs worden meegedeeld. Bij de hoorzitting kan het personeelslid bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de personeelsleden in dienstactiviteit of in ruste gesteld van het gesubsidieerd officieel onderwijs of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

De procedure verloopt geldig wanneer het opgeroepen personeelslid niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd is. »

**Art. 13.** In hetzelfde decreet wordt artikel 70 opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 82 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, zoals aangevuld bij het decreet van 4 mei 2005, wordt paragraaf 2 vervangen door volgende paragraaf :

« § 2. Voorafgaand moet het lid van het technisch personeel uitgenodigd zijn gehoord te worden door de inrichtende macht. De oproeping voor de hoorzitting alsmede de motieven waarvoor de inrichtende macht een tuchtmaatregel wil uitspreken tegen het personeelslid moeten hem minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting ofwel bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, ofwel door overhandiging van een brief met ontvangstbewijs worden meegedeeld. Bij de hoorzitting kan het personeelslid bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde vrije centra in dienstactiviteit of in ruste gesteld of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure verloopt geldig wanneer het opgeroepen personeelslid niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd wordt. De inrichtende macht deelt vervolgens een voorstel tot tuchtstraf aan het personeelslid mee. »

**Art. 15.** In hetzelfde decreet wordt artikel 87 opgeheven.

**Art. 16.** In artikel 70 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, zoals aangevuld bij het decreet van 4 mei 2005, wordt volgende paragraaf opgericht :

« § 2bis. Voorafgaand aan de kennisgeving van elke beslissing om een tuchtstraf uit te spreken, moet het lid van het technisch personeel uitgenodigd zijn gehoord te worden door de inrichtende macht. De oproeping voor de hoorzitting alsmede de motieven waarvoor de inrichtende macht een tuchtmaatregel wil uitspreken tegen het personeelslid moeten hem minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting ofwel bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs ofwel door overhandiging van een brief met ontvangstbewijs worden meegedeeld. Bij de hoorzitting kan het personeelslid bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van de gesubsidieerde officiële centra in dienstactiviteit of in ruste gesteld of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure verloopt geldig wanneer het opgeroepen lid van het technisch personeel niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd wordt. »

**Art. 17.** In hetzelfde decreet wordt artikel 75 opgeheven.

**Art. 18.** In artikel 38 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, wordt de volgende paragraaf opgericht :

« § 2bis. Voorafgaand aan de kennisgeving van elke beslissing om een tuchtstraf uit te spreken, moet het personeelslid uitgenodigd zijn gehoord te worden door de inrichtende macht. De oproeping voor de hoorzitting alsmede de motieven waarvoor de inrichtende macht een tuchtmaatregel wil uitspreken tegen het personeelslid moeten hem minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting ofwel bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, ofwel door overhandiging van een brief met ontvangstbewijs worden meegedeeld. Bij de hoorzitting kan het personeelslid bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs in dienstactiviteit of in ruste gesteld of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. »

**Art. 19.** In hetzelfde decreet wordt artikel 43 opgeheven.

#### HOOFDSTUK IV. — *Betrekkingen gecreëerd door positieve discriminatie*

**Art. 20.** In het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, zoals vervangen door het decreet van 27 maart 2002 en gewijzigd bij het decreet van 16 december 2005, zoals vervangen door het decreet van 27 maart 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In artikel 8, § 3, 6e lid, wordt een 5° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° De betrekkingen die zo gecreëerd zijn, kunnen tot een benoeming of een aanwerving in vast verband leiden. »

In artikel 11, § 2, wordt een laatste lid opgericht, luidend als volgt :

« De betrekkingen gecreëerd bij toepassing van deze paragraaf kunnen tot een benoeming of een aanwerving in vast verband leiden. »

#### HOOFDSTUK V. — *De valorisatie van de anciënniteit binnen de psycho-medisch-sociale centra*

##### *Afdeling I. — Wijziging van het decreet van 31 januari 2002 van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 21.** In artikel 1, 1e lid van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, zoals gewijzigd bij het decreet van 14 november 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1°, worden de woorden « in artikel 23, § 2, eerste lid, en » geschrapt;

2° Er wordt een punt « 3° de niet-statutaire personeelsleden zoals bepaald in artikel 1, 2e lid, 8° voor wat de bepalingen van de artikelen 20, 23, 29bis en 36 betreft » toegevoegd.

**Art. 22.** In het 2e lid van hetzelfde artikel wordt een punt 8° toegevoegd, luidend als volgt :

« 8° onder « niet-statutaire personeelsleden » wordt verstaan « de personen bepaald bij de overeenkomsten genomen ter uitvoering van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en bij het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, alsmede de personen die een ambt uitoefenen ten laste van de inrichtende macht, op voorwaarde dat die personen een ambt uitvoeren dat gelijk is aan een ambt dat gesubsidieerd kan worden. »

**Art. 23.** In artikel 23 § 1 van hetzelfde decreet wordt tussen het 1e en het 2e lid, dat het 3e lid wordt, een 2e lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De diensten die verleend worden voor de inrichtende macht door de niet-statutaire personeelsleden worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in het 1e lid onder dezelfde voorwaarden, maar volgens een verminderingcoëfficiënt bepaald in artikel 36, § 3 wat betreft de eerste 1200 dagen. ».

**Art. 24.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een afdeling *2bis* ingevoegd « De toekenning van de betrekkingen gesubsidieerd door het Waalse Gewest en het Brusselse hoofdstedelijk gewest », luidend als volgt :

« Afdeling *2bis*. Toekenning van betrekkingen gesubsidieerd door het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest

Art. *29bis*. § 1. Wanneer een inrichtende macht de toekenning van een ambt dat door het Waalse Gewest of het Brusselse Hoofdstedelijk gewest gesubsidieerd wordt, geniet, biedt zij het ambt overeenkomstig de prioritaire regels opgesomd in artikel 23 § 1 aan.

Na uitputting van de lijst van de prioritaire kandidaten bedoeld in het 1e lid, roept de inrichtende macht het personeelslid op dat aangeworven is in een betrekking van dezelfde aard en van hetzelfde ambt waarvoor het personeelslid houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs en dat meer dan 600 dagen anciënniteit telt over minstens 3 jaar.

Wanneer meerdere personeelsleden aan de in het vorige lid bedoelde voorwaarden voldoen, biedt de inrichtende macht de betrekking aan het personeelslid dat de grootste anciënniteit telt in het ambt.

§ 2. De in § 1 bedoelde kandidaten die hun voorrangrecht wensen te gebruiken, moeten, op straffe van verval voor het betrokken schooljaar, hun kandidatuur per aangetekend schrijven voor 31 mei binnenbrengen bij de inrichtende macht waar zij een prioriteit gekregen hebben. Deze brief vermeldt het ambt waarop de kandidatuur betrekking heeft.

§ 3. De handeling waardoor de kandidaat zijn voorrang laat gelden, is geldig voor het volgende jaar. De kandidaat die de betrekking die hem overeenkomstig de voorrangsregels wordt aangeboden, niet aanvaardt, verliest zijn voorrang voor een betrekking van hetzelfde ambt gedurende dat jaar. ».

**Art. 25.** In artikel 36 van hetzelfde decreet wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De diensten verleend door een niet-statutair personeelslid worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in dit artikel, op voorwaarde dat dat personeelslid houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs.

Wat de eerste 1200 dagen betreft, wordt op ze een verminderingcoëfficiënt van 0,3 toegepast.

Het aantal dagen verworven als niet-statutair personeelslid binnen een ambt met volledige prestaties bestaat uit alle dagen geteld van het begin tot het einde van de ononderbroken activiteitsperiode. De verlopen van toepassing op de niet-statutaire personeelsleden die hun gelijkstelling vinden in de verlopen opgesomd in § 1, 2e lid en § 2, 2e lid, worden meegerekend in die activiteitsperiode.

De diensten gepresteerd binnen een ambt met onvolledige prestaties met minstens de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties worden op dezelfde wijze in aanmerking genomen als de diensten gepresteerd binnen een ambt met volledige prestaties.

Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige prestaties dat niet de helft van het vereiste aantal uren voor het ambt met de volledige prestaties bedraagt, wordt met de helft verminderd. »

*Afdeling II.* — Wijziging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra

**Art. 26.** In artikel 1, 1e lid, van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, zoals gewijzigd bij het decreet van 14 november 2002, wordt een 3<sup>o</sup> opgericht, luidend als volgt :

« 3<sup>o</sup> de leden van het niet-statutair personeel, zoals bepaald in artikel 1, 2e lid, 10<sup>o</sup>, wat betreft de bepalingen van de artikelen 27, 29, 30, 31 en 33 »

**Art. 27.** Artikel 1, 2e lid van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 10<sup>o</sup>, luidend als volgt :

« 10<sup>o</sup> dient men onder « leden van het niet-statutair personeel » te verstaan de personen bedoeld bij de overeenkomsten genomen bij toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, en door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en van het besluit van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, alsmede de personen die een ambt uitvoeren ten laste van de inrichtende macht, op voorwaarde dat die personen een gelijkaardig ambt uitvoeren als een ambt dat gesubsidieerd kan worden. ».

**Art. 28.** In artikel 30, § 1 van hetzelfde decreet, wordt tussen het 1e lid en het 2e lid, dat het 3e lid wordt, een 2e lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De diensten gepresteerd voor de inrichtende macht door de leden van het niet-statutair personeel, worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in het 1e lid onder dezelfde voorwaarden, maar volgens een verminderingcoëfficiënt bepaald in artikel 48 § 3 wat de eerste 1200 dagen betreft. »

**Art. 29.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een afdeling *2bis* ingevoegd « Toekenning van de betrekkingen gesubsidieerd door het Waalse Gewest of het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest », luidend als volgt :

« Afdeling *2bis*. Toekenning van de betrekkingen gesubsidieerd door het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest

Art. *38bis*. § 1. Wanneer een inrichtende macht de toekenning van een betrekking die door het Waalse Gewest of het Brusselse Hoofdstedelijk gewest gesubsidieerd wordt, geniet, biedt zij die overeenkomstig de voorrangsregels opgenomen in artikel 30 § 1 aan.

Bij ontstentenis daarvan, biedt de inrichtende macht de betrekking aan het personeelslid aan dat reeds aangeworven is in een betrekking van dezelfde aard en van hetzelfde ambt waarvoor het houder is van een bekwaamheidsbewijs dat zonder tijdsbeperking, recht geeft op de toekenning van een weddesubsidie voor de uitoefening van dat ambt en dat meer dan 600 anciënniteitsdagen over minstens 3 jaar telt.

Wanneer meerdere personeelsleden aan de in het vorige lid bedoelde voorwaarden voldoen, biedt de inrichtende macht de betrekking aan het personeelslid aan dat de grootste anciënniteit in het ambt telt.

§ 2. De in § 1 bedoelde kandidaten die hun voorrangrecht wensen te gebruiken, moeten op straffe van verval voor het betrokken jaar, hun kandidatuur per aangetekend schrijven indienen vóór 31 mei van het jaar bij de inrichtende macht waarbij zij een voorrang hebben verworven. Deze brief vermeldt het ambt waarop de kandidatuur betrekking heeft.

§ 3. De handeling waardoor de kandidaat zijn prioriteit laat gelden, is geldig voor het volgende jaar. De kandidaat die de betrekking die hem overeenkomstig de voorrangsregels geboden wordt, niet aanvaardt, verliest zijn voorrang voor een betrekking van hetzelfde ambt gedurende het lopende jaar. »

**Art. 30.** In artikel 48 van hetzelfde decreet wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De diensten gepresteerd door een niet-statutair personeelslid worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in dit artikel, op voorwaarde dat dit personeelslid houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs.

Wat de eerste 1200 dagen betreft, wordt een verminderingcoëfficiënt van 0,3 toegepast.

Het aantal dagen verworven als niet-statutair personeelslid binnen een ambt met volledige prestaties, bestaat uit alle dagen gaande van het begin tot het einde van de ononderbroken activiteitsperiode. De verloven die van toepassing zijn op de leden van het niet-statutair personeel en een gelijkstelling hebben in de verloven opgesomd in § 1, 2e lid en § 2, 2e lid, worden opgenomen in die activiteitsperiode.

De diensten gepresteerd binnen een ambt met onvolledige prestaties en minstens de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties opnemen, worden in aanmerking genomen zoals de diensten vervuld binnen een ambt met volledige prestaties.

Het aantal dagen verworven binnen een ambt met onvolledige prestaties dat niet de helft van het aantal vereiste uren voor het ambt met volledige prestaties telt, wordt met de helft verminderd. »

*Afdeling III.* — Wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de leden van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra

**Art. 31.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de leden van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, wordt een 2e lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Het is eveneens van toepassing op de leden van het niet-statutair personeel zoals bepaald in artikel 1, 2e lid, 5° voor wat de bepalingen van de artikelen 14 tot 21 en 25bis tot 32 betreft. »

**Art. 32.** In artikel 1, 2e lid van hetzelfde koninklijk besluit, wordt een 5° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° Er wordt verstaan onder « lid van het niet-statutair personeel », de personen bedoeld bij de overeenkomsten genomen bij toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en bij het besluit van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, op voorwaarde dat deze een gelijkaardig ambt uitvoeren als een ambt dat onder statuut bestaat. »

**Art. 33.** In artikel 20, § 4 van hetzelfde koninklijk besluit, wordt een punt 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« 4. De diensten gepresteerd door de leden van het niet-statutair personeel zoals bepaald in artikel 1, 2e lid, 5°, worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in letter 1., op voorwaarde dat het lid van het niet-statutair personeel houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs. Wat de eerste 1200 dagen betreft, wordt op ze een verminderingcoëfficiënt van 0,3 toegepast.

Het aantal dagen verworven als lid van het niet-statutair personeel binnen een ambt met volledige prestaties bestaat uit alle dagen geteld van het begin tot het einde van de ononderbroken activiteitsperiode. De verloven die van toepassing zijn op de leden van het niet-statutair personeel en die gelijkgesteld worden met de verloven opgesomd in punt 2., worden opgenomen in die activiteitsperiode.

De diensten gepresteerd binnen een ambt met onvolledige prestaties en met minstens de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties worden in aanmerking genomen zoals de diensten gepresteerd binnen een ambt met volledige prestaties.

Het aantal dagen verworven binnen een ambt met onvolledige prestaties dat niet de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties telt, wordt met de helft verminderd. »

**Art. 34.** In hoofdstuk III van hetzelfde koninklijk besluit wordt een Afdeling 2bis « Toekenning van de betrekkingen gesubsidieerd door het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest » ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 2bis. Toekenning van de betrekkingen gesubsidieerd door het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest

Art. 25bis. Wanneer een instelling de toekenning van een door het Waalse Gewest of het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest gesubsidieerde betrekking geniet, biedt de regering de betrekking aan het personeelslid in de volgorde opgesteld overeenkomstig artikel 20.

Na uitputting van de lijst bedoeld in het 1e lid, biedt de regering de betrekking aan het personeelslid dat reeds verworven is in een betrekking van dezelfde aard binnen hetzelfde ambt waarvoor het lid over het vereiste bekwaamheidsbewijs beschikt en dat meer dan 600 anciënniteitsdagen telt binnen dat ambt.

Als meerdere personeelsleden aan de in het vorige lid bedoelde voorwaarden voldoen, biedt de minister de betrekking aan het personeelslid dat de grootste anciënniteit in het ambt telt. »

**Art. 35.** Artikel 115 van hetzelfde koninklijk besluit wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De diensten gepresteerd door het lid van het niet-statutair personeel zoals bepaald in artikel 1, 2e lid, 5° komen eveneens in aanmerking voor de berekening van de dienst- en ambtsanciënniteiten. Deze diensten worden berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 20, § 4, 4° »

HOOFDSTUK VI. — *Sociale promotie*

**Art. 36.** In artikel 111 *bis* van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals ingevoegd bij het decreet van 24 juli 1997, wordt het woord « 70 » vervangen door het woord « 75 ».

HOOFDSTUK VII. — *Haardtoelage en standplaatstoelage*

**Art. 37.** In artikel 14 van het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II, worden de woorden « 15.940,43 » vervangen door de woorden « 16.099,83 » en de woorden « 18.147,79 » vervangen door de woorden « 18.329,27 ».

HOOFDSTUK VIII. — *Middagtoezicht*

**Art. 38.** In artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1991 betreffende het middagtoezicht in het gewoon en gespecialiseerd lager en kleuteronderwijs, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Dat bedrag zal jaarlijks op 1 januari geïndexeerd worden op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen met als referentie-index die van januari 2006. »

HOOFDSTUK IX. — *Inspectie*

**Art. 39.** In artikel 45 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Het personeelslid dat benoemd of aangeworven in vast verband is in een ambt van directeur binnen het onderwijs voor sociale promotie dat niet afkomstig is van een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt binnen het onderwijs voor sociale promotie kan eveneens benoemd worden tot een bevorderingsambt van inspecteur bedoeld in artikel 28, 1°, 12., 15. en 16., voor zover het lid minstens 6 jaar anciënniteit verworven heeft binnen een of meerdere ambten opgenomen in de punten 12., 15. en 16. van de tabel opgenomen in de bijlage bij dit decreet, vermeld naast het toe te kennen ambt van inspecteur. »

**Art. 40.** In artikel 149, 2e lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « van artikel 6 » vervangen door de woorden « van artikel 5 ».

**Art. 41.** In artikel 150 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het 1e lid, 1° wordt aangevuld met de woorden « , waaronder 75 betrekkingen, proportioneel verdeeld onder de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, worden besteed aan het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs »;

2° In letter 2° van het 1e lid, worden de woorden « tegen 75 betrekkingen, proportioneel verdeeld over de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van de Regering » vervangen door de woorden « tegen het maximaal aantal betrekkingen vastgesteld door de Regering »;

3° Het 3e lid wordt geschrapt.

**Art. 42.** In artikel 154, § 1, 1e lid van hetzelfde decreet worden de woorden « en 2° » geschrapt.

**Art. 43.** In artikel 154, § 3, 1° van hetzelfde decreet worden de woorden « en ervoor geslaagd zijn » geschrapt.

**Art. 44.** Artikel 171 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. De personeelsleden die een opdracht van pedagogische raadgeving en steun uitvoeren in het kader van een verlof voor een opdracht toegekend krachtens de bepalingen van de artikelen 5 of 6 van voornoemd decreet van 24 juni 1996 en dat verstrijkt na 1 september 2007, zetten hun opdracht verder tot het einde ervan.

De in het 1e lid bedoelde personeelsleden worden geacht aangesteld te worden als pedagogische adviseur overeenkomstig dit decreet. »

**Art. 45.** In artikel 196 van hetzelfde decreet wordt punt 2° vervangen door volgend punt 2° :

« 2° in artikel 4, § 2, 2e lid, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 december 2001, worden de woorden « 1° twee inspecteurs wetenschappelijke vakken, waarvan een voor het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden « 1° twee pedagogische adviseurs van de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap »;

**Art. 46.** In artikel 208 van hetzelfde decreet wordt punt 2° vervangen door volgend punt 2° :

« 2° in artikel 26 worden de punten 7° en 8° vervangen door de volgende punten :

« 7° te zorgen voor de opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de Algemene Inspectiedienst, met uitzondering van de personeelsleden die een bevorderingsambt van Inspecteur-generaal of coördinerend Inspecteur-generaal uitoefenen;

8° te zorgen voor de opleidingen die toegang verlenen tot de aanstelling als pedagogische adviseur of coördinerend pedagogische adviseur bedoeld in artikel 153, 2e lid, 1° en 3e lid, 1° en in artikel 154, § 3, 1° en de aanwezigheidsgetuigschriften uit te reiken in verband met deze opleidingen; ».

**Art. 47.** In de tweede kolom betreffende de rubrieken « 12. Inspecteur algemene vakken in het hoger secundair onderwijs en in het hoger onderwijs voor sociale promotie » en « 15. Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs en in het hoger onderwijs voor sociale promotie » van de tabel opgenomen in de bijlage van hetzelfde decreet, worden de woorden « binnen het onderwijs voor sociale promotie uitgeoefend » vervangen door de woorden « binnen het hoger secundair onderwijs of het hoger onderwijs voor sociale promotie uitgeoefend ».

HOOFDSTUK X. — *Kinderverzorgers*

**Art. 48.** In artikel 28, § 2, 3e lid van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap worden de woorden « Deze anciënniteit moet in de loop van laatste 5 jaar verkregen zijn. » geschrapt.

**Art. 49.** In het laatste lid van § 2 van hetzelfde artikel worden de woorden « van het 3e tot het 5e lid » geschrapt.

**Art. 50.** In paragraaf 3, laatste lid van hetzelfde artikel, worden de woorden « van punt b) » geschrapt.

**Art. 51.** Het eerste lid van paragraaf 7 van hetzelfde artikel wordt vervangen door een eerste lid luidend als volgt :

« In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs deelt de Inrichtende macht voor 1 mei ten laatste aan de commissie alle anciënniteiten van hun kinderverzorgers, met inbegrip van de anciënniteiten van de kinderverzorgers die niet de vereiste anciënniteit bereikt hebben om in het klasement van de prioritaire leden te verschijnen op het niveau van de Inrichtende macht. »

**Art. 52.** In paragraaf 8 van hetzelfde artikel wordt een nieuwe eerste lid toegevoegd, luidend als volgt :

« § 8 In het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap moet de kinderverzorger die zijn prioriteit wil laten gelden krachtens de anciënniteit bedoeld in artikel 28, § 2, 1e en 2e lid, voor wat het officieel gesubsidieerd onderwijs betreft en 28, § 3, a), voor wat het vrij gesubsidieerd onderwijs betreft, zijn kandidatuur per aangetekend schrijven stellen bij zijn Inrichtende macht voor 15 april ten laatste. »

**Art. 53.** In het 1e lid van dezelfde paragraaf, dat het 2e lid wordt, worden de woorden « bij zijn inrichtende macht en » geschrapt.

HOOFDSTUK XI. — *Externe evaluatie*

**Art. 54.** In het 1e lid van artikel 13 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, worden, na het woord « schoolinrichting. », de woorden « Hij wordt gehouden tot de vertrouwelijkheid wat betreft de inhoud van de proeven tot het moment van het afnemen. » ingevoegd.

**Art. 55.** In artikel 20, 2e lid van hetzelfde decreet worden de woorden « 1 september van het lopende schooljaar » vervangen door « 31 december van het jaar van de proef ».

**Art. 56.** In artikel 26, § 6 van hetzelfde decreet wordt het woord « werkgroep » vervangen door het woord « examencommissie ».

**Art. 57.** In artikel 28, § 3 van hetzelfde decreet worden de woorden « in het bovenvermelde artikel 1 » vervangen door de woorden « in bovenvermelde § 1 ».

**Art. 58.** In artikel 29, § 1 van hetzelfde decreet worden de woorden die ingeschreven is in het zesde jaar van het lager onderwijs » geschrapt.

**Art. 59.** In artikel 31, § 3, 2e lid van hetzelfde decreet worden de woorden « artikel 29 » vervangen door de woorden « artikel 30 ».

**Art. 60.** Artikel 32, § 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende bepaling : « Een kopie van het beroep wordt, dezelfde dag, door de eiser eveneens per aangetekende brief naar het betrokken instellingshoofd verstuurd. »

**Art. 61.** In artikel 32, § 2, 2e lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « en de directeur van de schoolinrichting van de leerling » geschrapt.

**Art. 62.** In artikel 37, § 5 van hetzelfde decreet worden de woorden « tweede lid » vervangen door de woorden « vierde lid ».

HOOFDSTUK XII. — *Einde van de terbeschikkingstelling voor persoonlijke aangelegenheid vóór de rustpensioen en de pedagogische continuïteit*

**Art. 63.** In paragraaf 1 van artikel 165 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden « met rustpensioen » vervangen door de woorden « met rustpensioen, behoudens disciplinaire vervolging of toepassing van artikel 10<sup>ter</sup> § 7 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra. »

**Art. 64.** In artikel 10<sup>ter</sup> van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra wordt een paragraaf 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7. In afwijking van § 1, 3e lid, § 2, 4e lid en § 3, 3e lid, kan de terbeschikkingstelling, op aanvraag van het personeelslid, door de regering verlengd worden tot het einde van het schooljaar waarin het personeelslid voor het rustpensioen in aanmerking komt. »

HOOFDSTUK XIII. — *Statuut van de Directeurs*

**Art. 65.** In artikel 37 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs wordt § 1 als volgt vervangen :

« § 1. Er wordt een Commissie voor de evaluatie van de directeurs opgesteld, hierna « de Commissie genoemd ».

De Commissie heeft de volgende samenstelling :

1° 4 ambtenaren-generaal of hun afgevaardigden;

2° een inspecteur-generaal of zijn afgevaardigde;

3° 3 vertegenwoordigers van de opdrachthouders belast met de zonecoördinatie of de zonevoorzitters, naargelang van het betrokken onderwijsniveau, hetzij :

a) 3 opdrachthouders belast met de zonecoördinatie waarvan die van de betrokken zone, aangesteld door de Regering, wanneer de Commissie haar opdrachten uitvoert over een personeelslid van het basisonderwijs of het secundair onderwijs;

b) 3 zonevoorzitters van het onderwijs voor sociale promotie waarvan die van de betrokken zone, aangesteld door de Regering wanneer de Commissie haar opdrachten uitvoert over een personeelslid van het onderwijs voor sociale promotie.

Wanneer de Commissie haar opdrachten uitvoert over een opdrachthouder belast met de zonecoördinatie of een zonevoorzitter aangesteld krachtens punt 3° van het 2e lid, stelt de Regering in de plaats van deze laatste een andere opdrachthouder belast met de zonecoördinatie of een andere zonevoorzitter aan als lid van de Commissie.

De afgevaardigden van de ambtenaren-generaal bedoeld in punt 1° van het 2e lid zijn ambtenaren van rang 12 ten minste. De afgevaardigde van de Inspecteur-generaal bedoeld in punt 2° is een inspecteur die een ambt van directeur heeft uitgeoefend, behalve bij verhindering.

**Art. 66.** In artikel 60 § 4 van voornoemd decreet van 2 februari 2007 worden de woorden « in artikel 37 van het decreet van 6 juni 1994 » vervangen door de woorden « in artikel 45 van het decreet van 6 juni 1994 ».

**Art. 67.** In artikel 83 § 3 van voornoemd decreet van 2 februari 2007 worden de woorden « aan een personeelslid dat in vast verband is aangeworven » vervangen door de woorden « aan een personeelslid dat in vast verband aangeworven is ».

**Art. 68.** In artikel 135 § 1 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs worden de woorden « , in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan » ingevoegd tussen de woorden « in het onderwijs met volledig leerplan » en « en/of in het onderwijs voor sociale promotie ».

**Art. 69.** In artikel 136 § 1 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs worden de woorden « , in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan » ingevoegd tussen de woorden « in het onderwijs met volledig leerplan » en « en/of in het onderwijs voor sociale promotie ».

**Art. 70.** In artikel 140, § 2, 1e lid en 2e lid van voornoemd decreet van 2 februari 2007 worden de woorden « vanaf hun tijdelijke aanstelling of aanwerving » vervangen door de woorden « vanaf de inwerkingtreding van dit decreet ».

**Art. 71.** In tabel 1 bedoeld in artikel 101 van voornoemd decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt de rubriek « Onderdirecteur van het lager secundair onderwijs » als volgt vervangen (zie Tabel 1: Onderdirecteur van het lager secundair onderwijs – Statuut)

#### Onderdirecteur van het lager secundair onderwijs

a) Wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het lager secundair onderwijs

a) een van de volgende bekwaamheidsbewijzen :

- GLSO;
  - GHSO;
  - Bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de 1e graad ten minste, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs;
- Voor zover het gaat over een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A voor een van de ambten bedoeld in kolom 2.

b) Wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het gespecialiseerd lager secundair onderwijs

b) Een van de volgende bekwaamheidsbewijzen :

- GLSO;
  - GHSO;
  - Hoger bekwaamheidsbewijs van de 1e graad ten minste, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs;
  - Diploma van pedagogische leraar
- Voor zover het gaat over een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A voor een van de ambten bedoeld in kolom 2.

**Art. 72.** In tabel II bedoeld in artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de 3e kolom met betrekking tot de rubriek « Directeur basisschool », in punt a), worden de woorden « of GLSO » aangevuld na de woorden « leraar lager onderwijs »;

2° In de 2e kolom met betrekking tot de rubriek « Werkplaatsleider », worden de woorden « 3) Werkmeester. » toegevoegd na de woorden « 2) Begeleider in het lager secundair onderwijs in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming. Begeleider in het hoger secundair onderwijs in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming. »;

**Art. 73.** Het tweede artikel 50 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals ingevoegd bij het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt artikel 50 *bis* van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969.

**Art. 74.** Artikel 42, § 2, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt aangevuld met de volgende woorden : « Daarenboven worden de overheden bedoeld in artikel 27*bis* van voornoemd decreet van 6 juni 1994 gemachtigd die aanstellingen uit te voeren voor een duur die gelijk is aan of langer is dan vijftien weken. »

**Art. 75.** In artikel 50 § 2 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs worden de woorden « De inrichtende macht stelt na raadpleging van de plaatselijke paritaire commissie de procedure voor de aanstelling vast. » vervangen door de volgende woorden :

« Daarenboven worden de in artikel 27bis van voornoemd decreet van 6 juni 1994 bedoelde overheden gemachtigd die aanstellingen te uit voeren voor een duur die gelijk is aan of langer is dan vijftien weken. »

**Art. 76.** Artikel 50bis, § 2, 2° van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt als volgt aangevuld : « op de voordracht van de centrale paritaire commissie. »

**Art. 77.** In artikel 61quater van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, zoals ingevoegd bij het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, worden de woorden « selectieambt » vervangen door de woorden « bevorderingsambt ».

#### HOOFDSTUK XIV. — *Verskillende bepalingen*

**Art. 78.** In artikel 10, § 2, 1e lid van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school en, onder meer, de oprichting van het herscholings- en herintegratiecentrum van de Franse Gemeenschap, worden vóór de woorden « op vraag van het hoofd van de onderwijsinstelling » de woorden « op vraag van de Regering of » toegevoegd.

**Art. 79.** In het 2e lid van dezelfde paragraaf worden tussen de woorden « op vraag van » en de woorden « het hoofd van de instelling » de woorden « van de regering of » ingevoegd.

**Art. 80.** In het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs wordt een artikel 5bis opgericht, luidend als volgt :

« Artikel 5bis. De leden van de examencommissie worden geplaatst onder het administratieve gezag van de Diensten van de Regering. ».

**Art. 81.** In artikel 3, § 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1989 tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor homologatie van de getuigschriften van het secundair onderwijs wordt een 5e lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De leden van de Commissie worden geplaatst onder het administratieve gezag van de Diensten van de Regering ».

**Art. 82.** In artikel 2 van het decreet van 3 februari 2006 betreffende de organisatie van de taalexamens wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

« De examens bedoeld in dit decreet, worden georganiseerd voor :

1° De houders van elk bekwaamheidsbewijs dat tot een ambt leidt van lid van het bestuurs-, onderwijzend en administratief personeel in de onderwijsinstellingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, behalve voor wat betreft de leraren kunstonderwijs in kunstonderwijsinrichtingen.

2° De personen die niet bedoeld zijn in 1°, maar die een ambt uitoefenen als lid van het bestuurs-, onderwijzend en administratief personeel in de onderwijsinstellingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, behalve voor wat betreft de leraren kunstonderwijs in kunstonderwijsinrichtingen. In dat geval wordt het examen georganiseerd in functie van het onderwijsniveau waarin de personeelsleden hun ambt uitoefenen. »

**Art. 83.** In het 3e lid van artikel 29bis, § 4 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, wordt de volgende wijziging aangebracht :

Tussen de woorden « vanaf het begin tot het einde van de periode van ononderbroken activiteit » en « De vakantiedagen van toepassing op het niet-statutair personeel » worden de volgende woorden ingevoegd : « Dat aantal dagen wordt met 1,2 vermenigvuldigd boven de 1200 eerste dagen bedoeld in het tweede lid ».

**Art. 84.** In artikel 42, § 2, 1e lid van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals vervangen bij het decreet van 26 april 2007, wordt punt 2° aangevuld met de woorden « of zijn afgevaardigde ».

**Art. 85.** In artikel 42, § 2 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals vervangen bij het decreet van 26 april 2007, wordt het 5e lid aangevuld met de woorden « die, volgens dezelfde modaliteiten, een adjunct-secretaris aanstelt ».

**Art. 86.** Artikel 3 van het decreet van 18 december 1984 houdende organisatie van het Afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen door een nieuw artikel 3, luidend als volgt :

« Artikel 3. Elke opleiding gegeven door het Afstandsonderwijs geeft recht op een forfaitair inschrijvingsrecht van 25 euro en een bijdrage van 12,50 euro voor de verlening van huiswerkpapier, omslagen en het gebruik van audiovisueel materiaal en andere.

De volgende personen worden evenwel ervan vrijgesteld het inschrijvingsgeld en de bijdrage te betalen :

- De minderjarigen die leerplichtig zijn;
- De studenten van Belgische nationaliteit die Frans spreken en in het buitenland verblijven;
- De uitkeringsgerechtigde volledig werklozen, met uitsluiting van de werklozen in beroepsopleiding op de FORem, de tewerkgestelde werklozen en de personen met brugpensioen;
- De niet-werkende werkzoekenden, verplicht ingeschreven krachtens de reglementeringen inzake arbeidsvoorziening en werkloosheid, minder-validen of maatschappelijk welzijn;
- De begunstigden van het leefloon;
- De opgesloten personen en de personen gehospitaliseerd voor een lange duur;
- De personen onderworpen aan een verplichting opgelegd door een overheidsbestuur;
- De personeelsleden van het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die zich inschrijven voor opleidingen waarvan de inhoud een bijscholing bevat met betrekking tot hun ambt in het onderwijs.

Het inschrijvingsgeld en de bijdrage bedoeld in het 1e lid worden in een keer uitbetaald.

De ontvangsten die voortvloeien uit de betaling van het inschrijvingsgeld en de bijdrage worden gestort op artikel 16.03 van de begroting van de ontvangsten van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 87.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 september 1992 tot vaststelling van de wijze van inschrijving voor de leergangen van het afstandonderwijs van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

**Art. 88.** In artikel 8 van het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs (CAPAES - « Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur ») in de hogescholen en in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan, wordt een paragraaf 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3bis. De Commissie van het GPBHO kan in twee gescheiden raden vergaderen, die bevoegd zijn ofwel voor het hoger onderwijs in Hogescholen, ofwel voor het hoger onderwijs voor sociale promotie, die elk de helft van haar leden telt, aangesteld door elke delegatie.

De Commissie komt minstens een keer per jaar voltallig bijeen. »

**Art. 89.** In het 1e lid van paragraaf 4 van hetzelfde artikel wordt het woord « beraadslaagt » vervangen door de woorden « en elke raad beraadslagen ».

**Art. 90.** In artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 april 1994 betreffende het toezicht over de inschrijving in onderwijsinrichtingen, wordt het woord « oktober » vervangen door het woord « september ».

**Art. 91.** In paragraaf 2 van artikel 11 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 tot bepaling van de wijze van organisatie en werking van de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie, worden het vierde lid en volgende geschrapt.

**Art. 92.** In artikel 1 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van dit decreet kunnen de leden van het stagedoend personeel niet gelijkgesteld worden met de leden van het personeel dat benoemd of aangeworven in vast verband is.

**Art. 93.** Artikel 6 van het decreet van 12 januari 2007 betreffende de versteviging van de opvoeding tot verantwoordelijk en actief burgerschap binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen, wordt aangevuld met de volgende bepaling : « § 3. De commissie kan zich beroepen op leden van de Algemene inspectiedienst om in haar werk begeleid te worden. »

**Art. 94.** Artikel 20 van voornoemd koninklijk besluit van 15 april 1958 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« In afwijking van het 1e lid, wat betreft de personeelsleden bedoeld bij de overeenkomsten genomen bij toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en van het besluit van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, zijn de diensten die geen volledige maand zouden dekken door het feit dat de eerste en/of de laatste dag van de maand geen werkdag zou zijn, worden geacht in aanmerking te komen en worden niet verwaarloosd. »

#### HOOFDSTUK XV. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 95.** Voor het begrotingsjaar 2007/2008 en in afwijking van artikel 33 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, zoals gewijzigd bij dit decreet, kan de toelating bedoeld in artikel 32 van datzelfde besluit verleend worden voor een periode van acht maanden vanaf 1 januari.

**Art. 96.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008, met uitzondering van de hoofdstukken VII en VIII, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2007, van de hoofdstukken IX en XIII en de artikelen 92 en 94, die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2007, van hoofdstuk XII, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juni 2007, en van artikel 91, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 december 2007.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,  
M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

Nota

(1) Zitting 2007-2008.

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet nr. 483-1. — Verslag nr. 483-2.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 10 december 2007. — Aanneming. Vergadering van 11 december 2007.